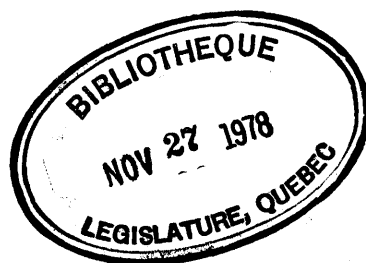


ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 231 (PRIVÉ)



Loi concernant la Communauté Helléno-
Canadienne de l'Île de Montréal

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. HARRY BLANK

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

Projet de loi n° 231

(PRIVÉ)

Loi concernant la Communauté Helléno-Canadienne de l'Île de Montréal

ATTENDU que, depuis sa constitution par le chapitre 99 des lois de 1926, la Communauté Helléno-Canadienne de l'Île de Montréal s'est grandement développée et continue de progresser et que les pouvoirs et les droits que lui confèrent sa charte ne sont plus adéquats et que sa structure même ne suffit plus à ses besoins actuels et qu'il y a lieu que de plus amples pouvoirs lui soient accordés pour lui permettre de mieux atteindre ses fins;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Une corporation, ci-après appelée «la corporation», est constituée sous le nom de «Communauté Hellénique de Montréal».

2. Le siège social de la corporation est dans le district judiciaire de Montréal.

3. Afin de conserver et de perpétuer la foi grecque orthodoxe et la tradition promulguée par l'autorité du Patriarcat Oecuménique de Constantinople, la corporation doit suivre la doctrine et la foi proclamée et appliquée par l'église grecque orthodoxe et doit dépendre spirituellement et canoniquement du Patriarcat Oecuménique de Constantinople et de l'autorité ecclésiastique désignée par ce patriarcat, et se conformer à ses règles religieuses.

4. Les fins de la corporation sont la charité, le bien-être et l'éducation.

5. La corporation peut établir, modifier et abroger des règlements concernant:

a) sa régie interne;

b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents, serviteurs et de toute personne à son emploi.

6. La corporation peut établir des paroisses, des écoles ou institutions d'enseignement, des services et des centres de protection de la jeunesse et de la famille, des centres communautaires athlétiques, culturels et de loisirs, des centres hospitaliers, des foyers et des centres d'accueil pour personnes âgées.

Les pouvoirs de la corporation doivent être exercés conformément aux dispositions des lois et règlements en autant que ces lois et règlements lui soient applicables.

À la requête de la corporation et avec l'approbation des deux tiers des membres présents à une assemblée générale spéciale à laquelle il y a quorum, le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, aux conditions qu'il détermine, délivrer sous ses seing et sceau des lettres patentes constituant en corporation ces services, centres, foyers et institutions.

La requête en vue de l'obtention de ces lettres patentes doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs et prévoir la procédure et les conditions de modification de ces lettres patentes.

Un avis de la délivrance de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Sur présentation d'une requête de la corporation, laquelle a été approuvée par les deux tiers des membres présents à une assemblée générale spéciale à laquelle il y a quorum, le ministre peut déclarer dissoute une corporation constituée en vertu du présent article et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle du Québec*. Au cas de dissolution d'une corporation constituée en vertu du présent article, les biens de la corporation dissoute sont dévolus, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations, à la corporation.

7. La corporation a le pouvoir d'acquérir, de posséder, de maintenir et d'exploiter tout bien, meuble ou immeuble, nécessaire à la réalisation de ses objets, de les aliéner, de les louer et de les hypothéquer. À cette fin, elle peut emprunter des sommes d'argent, tirer, faire, accepter et endosser des lettres de change, billets à ordre et autres effets négociables, le tout conformément à ses règlements.

8. Avec l'approbation des deux tiers des membres présents à une assemblée générale spéciale à laquelle il y a quorum, la corporation peut,

a) acquérir, posséder, louer, détenir, administrer et aliéner, par tout mode légal et à tout titre, des immeubles;

b) construire et ériger toute bâtisse sur ses immeubles et contracter à ces fins;

c) vendre, échanger, hypothéquer ou nantir ses immeubles;

d) adopter, modifier et abroger des règlements pour sa gouverne.

La corporation a le droit de signer et d'exécuter toute entente, document et contrat découlant de l'exercice de ces pouvoirs ou qui sont jugés en être l'accessoire.

9. La valeur des immeubles que la corporation peut détenir ne doit pas excéder cinquante millions de dollars.

10. Si la corporation reçoit, par donation ou par testament, des immeubles dont la valeur excède ce qu'elle est autorisée à détenir, le don ou le legs n'est pas nul de ce fait; la corporation doit, dans les dix ans suivant son entrée en possession paisible de ce don ou de ce legs, les vendre ou en disposer ou vendre ou disposer de tout autre de ses biens de façon que la valeur totale de ses immeubles ne dépasse pas cinquante millions de dollars.

11. Au cas de dissolution de la corporation, ses biens, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations, sont transférés en fiducie à un comité de trois fiduciaires, l'un désigné par le Patriarcat Oecuménique de Constantinople, l'autre par une assemblée générale spéciale de la corporation convoquée aux fins de cette dissolution et le troisième par le consul général de Grèce à Montréal.

Ce comité doit transporter ces biens à une institution ou à des institutions au service de personnes d'origine grecque orthodoxe dans le territoire métropolitain de Montréal et poursuivant des fins similaires à ceux de la corporation.

12. La corporation conserve les registres des actes de l'état civil qui sont tenus par les prêtres desservants des églises de la corporation et ces prêtres sont autorisés et habilités à célébrer les mariages et à tenir les registres des actes de l'état civil et à exercer tous les autres pouvoirs dévolus aux prêtres ou ministres des congrégations religieuses, le tout conformément aux dispositions du Code civil et aux lois générales.

13. Les affaires de la corporation sont administrées par son conseil d'administration. Les règlements de la corporation en pré-

voient le nombre, les qualités, devoirs et pouvoirs et toutes autres choses se rapportant au fonctionnement du conseil.

14. Le bureau consultatif de la corporation a pour but de faire étude de toute matière susceptible à affecter le bien-être et l'évolution de la corporation, de conseiller le conseil d'administration et l'assemblée générale en matière de construction, d'acquisition, d'achat, d'aliénation et d'hypothèque de l'actif immobilier de la corporation, de changement ou de révision de la charte et des règlements de la corporation, d'émission d'obligations et de placement de capital.

Dans le délai que prescrit le conseil d'administration ou l'assemblée générale, ce bureau fournit ses opinions motivées au conseil d'administration ou à l'assemblée générale sur les matières qui lui sont soumises.

Avant la prise d'une décision finale sur l'une quelconque des matières ci-dessus par l'assemblée générale, celle-ci doit s'assurer si l'avis du bureau consultatif a été dûment reçu et communiqué à tous les membres de la corporation.

Au cas où l'avis demandé n'est pas fourni dans le délai prescrit, la décision de l'assemblée générale spéciale convoquée à cette fin est finale.

Les règlements de la corporation doivent spécifier le nombre, le mode d'élection ou de nomination et les qualités requises des membres du bureau consultatif, leurs devoirs, leurs pouvoirs et les autres matières se rapportant au fonctionnement du bureau.

15. Aucune résolution en vue de l'adoption d'un règlement visant à demander et à obtenir des modifications à la présente loi n'est valide à moins qu'un avis de motion à cet effet n'ait été dûment donné aux membres de la corporation et à moins que cette résolution ne soit adoptée par les deux tiers des membres présents à une assemblée générale spéciale à laquelle il y a quorum.

Aucune résolution en vue de l'adoption d'un règlement visant à demander et à obtenir la modification ou l'amendement de l'affiliation de la corporation avec le Patriarcat Oecuménique de Constantinople en vertu de la présente loi n'est valide à moins qu'un avis de motion à cet effet n'ait été dûment donné aux membres de la corporation, et à moins que cette résolution ne soit adoptée unanimement par les membres présents à une assemblée générale spéciale à laquelle il y a quorum.

16. Les articles 1 à 7, 9 et 11 à 18 du chapitre 99 des lois de 1926, le chapitre 152 des lois de 1955/1956 et le chapitre 174 des lois de 1958/1959 sont abrogés.

La corporation connue sous le nom de Communauté Helléno-Canadienne de l'Île de Montréal, visée par ces chapitres abrogés, est dissoute..

La corporation succède à la corporation éteinte, est saisie de ses droits et privilèges, déclarée propriétaire de ses biens et est tenue de ses dettes et obligations; les dispositions de biens faites en faveur de la corporation éteinte sont considérées faites à la corporation constituée par la présente loi et les prodédures commencées ou qui auraient pu l'être par ou contre cette corporation éteinte peuvent être valablement commencées ou continuées, selon le cas, par la corporation présentement constituée ou contre elle.

La corporation doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux d'enregistrement des circonscriptions où sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des biens résultant de la présente loi et décrivant, suivant la loi, les immeubles ainsi transportés.

17. Les membres de la corporation dissoute par l'article 16 deviennent membres de la corporation ainsi que toute autre personne que la corporation admettra conformément à ses règlements.

Les membres du conseil d'administration de la corporation dissoute, en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés conformément aux règlements de la corporation.

Les règlements de la corporation dissoute qui ne sont pas inconciliables avec les dispositions de la présente loi sont les règlements de la corporation jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés ou abrogés.

18. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.